

Le 24 septembre, depuis la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, Pedro Sánchez est venu « défendre ce que beaucoup tentent de détruire ». Sans jamais nommer Donald Trump, le président du gouvernement espagnol a dénoncé « une tentative de démolition planifiée et coordonnée » de l'ordre multilatéral, menée par des gouvernements qu'il a jugé inutile de désigner, car « nous savons tous qui ils sont et quel est leur mode opératoire ».

Face à ces forces qu'il a qualifiées de « égoïstes, ignorantes et cruelles », il a défendu la Charte de 1945 et a appelé à une refondation du système multilatéral : en commençant par la suppression du droit de veto au Conseil de sécurité (« aucun pays ne doit être à la fois juge et partie ») à l'élection d'une figure Latino-Américaine au poste de secrétaire générale, qu'il présente comme « une dette historique ».

« Il a fallu des siècles à l'humanité pour remplacer la loi du plus fort par la force du droit, et nous ne pouvons pas être la génération qui revienne en arrière », avertit-il. Par sa portée, cette intervention peut se comparer à celle de Mark Carney à Davos en janvier 2026. Nous la publions dans son intégralité.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je monte à cette tribune avec un seul objectif : défendre ce que beaucoup tentent de détruire.

Je viens revendiquer les principes et les ambitions qui ont inspiré la création de cette organisation il y a 81 ans. Des principes et des ambitions que certains gouvernements, ici présents, méprisent ou cherchent à démanteler.

Huit ans se sont écoulés depuis que je me suis adressé pour la première fois à cette Assemblée, et depuis lors, bien des choses ont changé dans le monde. Et je regrette de devoir dire que ce n'est pas pour le mieux, mais pour le pire.

Un retour en arrière

En 2018, les 193 pays qui composent cette organisation ont convenu d'adopter l'Agenda 2030, et la plupart des dirigeants ici présents arboraient fièrement le symbole des Objectifs de Développement Durable. Et nous ne le faisons pas parce que c'était à la mode, ni parce que nous pensions que ce serait un chemin facile.

Nous le faisons parce que la plupart d'entre nous croyaient en cette promesse commune.

Parce que nous étions convaincus que la paix, le développement durable et l'égalité des chances ne sont pas des positions idéologiques, mais font partie intégrante de l'avenir de l'humanité.

Aujourd'hui, cependant, ces idées ne sont pas seulement remises en question. Elles sont attaquées par des acteurs politiques, par des gouvernements qui veulent nous ramener à un passé sombre.

Et il n'est pas nécessaire de les désigner. Nous savons tous qui ils sont et quel est leur mode opératoire.

Ils commencent, tout d'abord, par remettre en cause les règles.

Puis ils les enfreignent, sachant pertinemment, d'ailleurs, que personne n'osera leur demander des comptes. Et ils réduisent leurs contributions à des organismes multilatéraux comme celui-ci. Ils pointent du doigt leurs dirigeants et leurs employés. Ils paralysent leur capacité d'action, pour ensuite les décrire comme des entités inutiles dont on peut se passer.

Egoïsme, ignorance et cruauté

Il s'agit donc d'une tentative de démolition planifiée et coordonnée, qui nous est présentée comme inéluctable et nécessaire.

Mais qui, en réalité, va à l'encontre des courants structurels de l'histoire et repose sur trois piliers erronés.

- 1) Le premier est l'égoïsme. La croyance absurde selon laquelle le monde est un jeu à somme nulle, où le gain des uns implique nécessairement la perte des autres.
- 2) Le deuxième est l'ignorance, car on méprise les preuves scientifiques et on part du principe qu'il existe des pays si puissants qu'ils peuvent abuser des autres et n'ont besoin de personne pour prospérer.
- 3) Et le troisième, le pire de tous à mon sens, c'est la cruauté. Une cruauté qui ne bronche même plus à la vue des côtes saillantes d'un enfant affamé ou d'un hôpital réduit en ruines.

Au cours de ces huit dernières années, j'ai vu ces forces égoïstes, ignorantes et cruelles prendre de l'ampleur.

Je les ai vues ôter leurs masques et s'emparer du pouvoir en de nombreux endroits.

Et de là, je les ai vues déclencher des guerres illégales et massacrer des civils innocents.

Je les ai vues traiter des millions d'êtres humains comme du bétail et retirer leur aide à ceux qui souffrent le plus de la pauvreté et de la maladie. Je les ai vues polluer l'atmosphère et l'océan comme s'ils leur appartenaient.

Et conspirer pour détruire cette organisation et tout ce qu'elle représente.

Bref, je dis tout cela parce qu'être témoin de ces événements a transformé ma façon de comprendre le monde.

Tout espoir n'est pas perdu

Mais cela ne m'a pas non plus fait perdre espoir.

Car au cours de ces huit dernières années, j'ai également vu des choses merveilleuses qui me permettent de continuer à croire en l'humanité.

J'ai vu, par exemple, des millions de personnes se mobiliser pour défendre la nature, la paix et les droits civils.

J'ai vu des milliers de militants et de fonctionnaires s'opposer à ces pouvoirs réactionnaires, tout en sachant qu'ils mettaient en danger leur carrière, voire leur propre vie.

J'ai vu des scientifiques réaliser des avancées que nous croyions impossibles, et de nombreux gouvernements faire ce qu'il fallait : miser sur la coopération, la justice sociale et la durabilité environnementale.

Tout cela m'a appris une chose que je voudrais partager avec vous tous : l'humanité n'est ni intrinsèquement bonne ni intrinsèquement mauvaise.

L'humanité peut être les deux à la fois. Et chaque année, chaque jour, à chaque crise, elle doit décider comment agir.

Les Nations unies sont l'un des espaces où cette décision se concrétise au plus haut niveau.

Et ce n'est pas toujours pour le mieux. Bien sûr que non.

J'ai moi-même souligné à plusieurs reprises les contradictions et les lacunes de cette organisation.

Refonder et renforcer le multilatéralisme

Mais, avec la même conviction, je dois dénoncer le fait que la plupart des voix qui s'obstinent aujourd'hui à critiquer le système des Nations unies ne décrivent pas son échec. Ce qu'elles cherchent à faire, c'est provoquer son échec.

Et je dois également dire que le multilatéralisme est le meilleur instrument dont dispose l'humanité pour gérer sa diversité et son interdépendance, en particulier dans un monde globalisé et multipolaire comme celui d'aujourd'hui.

C'est pourquoi nous devons redoubler de confiance dans le système multilatéral.

Nous devons le renouveler et le renforcer. Afin qu'il puisse jouer en ce siècle le même rôle central qu'il a joué au XXe siècle.

Cela ne sera évidemment pas facile. Mais la bonne nouvelle, c'est que toutes les orientations dont nous avons besoin se trouvent ici. Elles figurent dans la Charte des Nations unies.

C'est dans cette Charte que nos ancêtres ont écrit leurs plus beaux chapitres. Des hommes et des femmes qui avaient vu le monde partir en fumée et qui, malgré tout, ont eu le courage d'imaginer un avenir meilleur.

Ces hommes et ces femmes ont insufflé leur sagesse et leur espoir dans cette Charte. Et ils ne nous ont pas demandé de la ranger dans une vitrine. Ils nous ont demandé de la respecter, de la défendre et de nous y référer dans des moments comme celui que nous traversons actuellement, marqués par l'incertitude et des difficultés extraordinaires.

Être à la hauteur de la Charte des Nations Unies

Aujourd'hui, nous traversons l'un de ces moments.

Il est donc de notre devoir d'être à la hauteur du courage et de l'ambition qui transparaissent dans le texte de la Charte des Nations unies.

C'est pourquoi, nous devons réformer le Conseil de sécurité. Afin que toutes les régions du monde soient représentées de manière équitable. Et pour mettre fin au droit de veto des membres permanents. Car, comme le stipule la Charte des Nations unies, aucun pays ne doit être à la fois juge et partie. Aussi puissant soit-il.

Nous devons donc renforcer les autres organes principaux, réorganiser les agences, les fonds et les programmes, en les dotant de ressources supplémentaires et d'une plus grande capacité d'exécution, afin qu'ils puissent avoir un impact plus décisif sur les grands défis qui accablent l'humanité.

Nous devons renforcer des institutions telles que la Cour pénale internationale, afin qu'elles puissent enquêter, poursuivre et sanctionner ceux qui enfreignent les règles. Il a fallu des siècles à l'humanité pour remplacer la loi du plus fort par la force du droit, et nous ne pouvons pas être la génération qui revienne en arrière.

Pour cette même raison, nous devons reconstruire l'architecture de la non-prolifération et du désarmement nucléaire, afin d'éviter qu'une politique de sécurité mal conçue ne nous entraîne vers un nouveau conflit mondial.

Et nous devons également imposer aux techno-oligarques une réglementation stricte qui contrôle le fonctionnement des réseaux sociaux et le développement de l'intelligence artificielle. Car, en fin de compte, l'avenir de nos fils et de nos filles doit primer sur les intérêts financiers de ces techno-oligarques.

Évidemment, mener à bien toutes ces actions exigera des engagements et du temps. Et un leadership fort, capable de forger des accords, d'écouter, de voir au-delà de la réalité connue et d'imaginer une meilleure alternative.

Porter une femme à la tête des Nations unies
Mon choix pour ce leadership est clair.

Neuf hommes ont occupé le poste de secrétaire général de cette Organisation au cours de ses quatre-vingts années d'existence. C'est désormais au tour d'une femme. D'une femme latino-américaine.

Car, comment une Organisation qui prétend parler au nom de toute l'humanité a-t-elle pu ne jamais avoir de femme à la tête du système des Nations unies ? Comment peut-elle représenter tous les continents, si depuis trois décennies nous ne laissons pas le troisième continent le plus peuplé occuper ce poste ?

Les Nations unies sont nées avec la promesse que tous les êtres humains auraient une place dans cette maison.

Il est donc temps de tenir la moitié de cette promesse. Il est temps qu'une femme d'Amérique latine occupe le poste de secrétaire général des Nations unies.

Il s'agit d'une dette historique que nous devons régler.

Aujourd'hui plus que jamais, alors que le féminisme est attaqué, alors que des milliers de femmes sont victimes du machisme, de la violence et de la xénophobie, nous devons réaffirmer encore davantage cet engagement.

Et je tiens à être clair : je ne dis pas cela parce que je pense que les femmes ont quelque chose à prouver.

Je le dis parce que c'est le monde qui a besoin de se prouver à lui-même qu'il n'y a pas de retour en arrière possible sur la voie de l'égalité.

Dans mon pays, Mesdames et Messieurs, l'Espagne, ce sont les femmes qui ont été les premières à faire comprendre que la sécurité ne naît pas de la force, mais du progrès social.

Ce sont des femmes courageuses, comme Clara Campoamor, qui ont été les premières à défendre au Parlement l'idée que le renoncement à la guerre devait être la voie à suivre pour entretenir des relations avec le monde, et que le pari de l'empathie et de la paix devait toujours être le choix privilégié.

Si seulement bon nombre des dirigeants qui se sont succédé à cette tribune tout au long de cette semaine avaient eu la moitié du courage et de la lucidité dont a fait preuve Clara Campoamor.

Le féminisme, Mesdames et Messieurs, est l'une des principales forces de transformation et de progrès que le monde ait connues au cours du siècle dernier, et il est grand temps que sa force guide cette

institution de manière beaucoup plus claire et déterminante.

Pour ces raisons et bien d'autres encore, je pense que, pour aborder sous les meilleurs auspices cette nouvelle étape décisive de l'histoire des Nations unies, l'Organisation aura besoin d'une secrétaire générale latino-américaine.

Et je pense également que, pour ne pas être seule, elle aura à son tour besoin du soutien de gouvernements courageux, prêts à faire ce qui est juste. Quel que soit le prix à payer.

L'Espagne a montré la voie

Et c'est là, Mesdames et Messieurs, la voie que l'Espagne a choisie.

Au cours des huit dernières années, mon pays s'est opposé à toutes les guerres d'agression, où qu'elles aient éclaté. Que ce soit en Ukraine, au Liban ou en Iran.

Nous avons refusé d'augmenter nos dépenses militaires pour les porter à 5 % du PIB. Et nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour empêcher les agressions contraires à la Charte des Nations unies, en sanctionnant les agresseurs russes, en imposant un embargo sur les armes au gouvernement de Netanyahou en Israël, en empêchant que notre territoire ne soit utilisé pour mener une agression contraire au droit international et en condamnant sans réserve le génocide que Netanyahou continue de perpétrer à Gaza.

Nous avons également mobilisé des ressources pour aller plus loin. Et, face à la scie à chaîne qui a réduit de près d'un tiers l'aide mondiale au développement en à peine deux ans, l'Espagne a doublé son investissement dans la coopération et a augmenté sa contribution au système multilatéral de pas moins de 60 %.

Et nous l'avons fait en restant toujours fidèles à nos principes.

Même dans des moments aussi difficiles que ceux que traverse actuellement la ville espagnole de Ceuta, où les inégalités, le désespoir et la désinformation ont alimenté l'une des crises de migration irrégulière les plus importantes de ces dernières années.

Je sais que, dans de tels moments, la tentation est grande de choisir la voie de la facilité. De céder à la peur, de faire du migrant un ennemi et d'enfreindre la loi. Mais mon pays, l'Espagne, ne le fera pas. Et, bien entendu, la ville espagnole de Ceuta non plus. Car ses habitants démontrent qu'il est possible de faire face à une crise sans renoncer à la dignité, en respectant la loi et les droits de l'homme.

Et c'est précisément pour cela que nous en sortirons plus forts.

Car l'Espagne ne choisit pas la voie la plus facile. Elle choisit toujours la voie la plus juste. Et je tiens, par ailleurs, à souligner que le monde le sait.

Et les forces réactionnaires qui veulent détruire l'ordre multilatéral ne cessent de nous attaquer pour cette raison.

Elles veulent que nous nous laissions intimider. Elles veulent que nous capitulions.

Elles veulent que nous finissions par croire que les Objectifs de développement durable sont des causes perdues, que défendre le bien commun est naïf, que coopérer est un acte de faiblesse.

Eh bien. Je suis ici et je monte à cette tribune pour vous dire – haut et fort – qu'elles se trompent et que nous n'allons pas nous taire.

Les Espagnols ne reculeront pas

Nous, les Espagnols, nous ne reculerons pas d'un pas.

Nous ne cesserons pas de croire que l'humanité peut continuer à progresser et qu'ensemble, nous pouvons construire un monde meilleur.

Et nous ne le ferons pas, car nous voulons être à la hauteur de nos fils et de nos filles, de leurs rêves.

Car nous savons que, dans quelques années, ces générations futures regarderont en arrière, analyseront cette décennie décisive, et nous demanderont quel rôle chacun et chacune d'entre nous a joué.

Ils nous demanderont, à juste titre, ce que nous avons fait lorsque certains pays ont commencé à enfreindre les règles et que d'autres ont décidé de fermer les yeux.

Ils nous demanderont ce que nous avons fait lorsque défendre nos convictions a commencé à coûter cher.

Et, lorsque cela arrivera, nous voulons pouvoir leur dire que nous n'avons pas cessé de nous battre. Que nous, non. Nous voulons pouvoir leur dire que nous nous sommes donnés à fond pour leur léguer un monde plus pacifique, plus durable et, bien sûr, plus juste.

C'est ce que nous espérons leur dire.

Et c'est l'engagement que je tiens à prendre depuis cette tribune.

Non pas en mon nom, bien sûr, mais au nom du pays que je représente, l'Espagne.

Merci beaucoup.

SOURCE

<https://legrandcontinent.eu/fr/2026/09/26/la-doctrine-sanchez-pour-refonder-lordre-mondial/>

Le Grand Continent

Objectif : Construire un débat stratégique, politique et intellectuel à l'échelle pertinente...

Revue nouvelle et indépendante, fondée en mai 2019 à Paris. Considérée comme la principale revue européenne, elle est écrite dans les principales langues du débat continental.

La revue est éditée par le Groupe d'études géopolitiques, un centre de recherche indépendant domicilié à l'École normale supérieure et reconnu d'intérêt général.

Dans un monde de moins en moins compréhensible et face à une temporalité éclatée, nous voulons enrichir les questions techniques du politique contemporain avec une exigence intellectuelle adaptée aux singularités de l'environnement européen. En donnant la parole à des personnalités issues du monde scientifique, politique ou culturel, nous nous proposons de faire émerger un critère pour envisager l'intégralité des questions politiques à l'échelle pertinente.

Cette démarche éditoriale s'accompagne de nombreuses initiatives qui inscrivent le Grand Continent dans le paysage de la recherche, des médias, de la décision et même de la littérature. Écrite en plusieurs langues, conçue à partir de positionnements différents, la revue structure le débat continental.

Dans une temporalité sortie de ses gonds, le Grand Continent entend réconcilier le temps du tweet avec le temps du livre

COMMENT ?

Enquêtes de long cours, opinions informées, éditoriaux structurés, ou simplement 10 points essentiels pour qualifier les problèmes filants du temps présent. Séminaires, colloques, conférences, débats : partout en Europe et dans le monde, les publications de la revue donnent lieu à des conversations informées, ouvertes aux personnes curieuses et aux spécialistes qui donnent vie à nos publications écrites et numériques – les lundi en italien, le mardi en français, le mercredi en espagnol.

<https://legrandcontinent.eu/fr/a-propos/>
fondé en mai 2019 à Paris par [Gilles GRESSANI](#), aux côtés de Ramona BLOJ et Mathéo MALIK